

# AMÉLIORATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES ET PROBLÈMES HUMAINS

## UNE EXPERIENCE DE DEVELOPPEMENT EN COURS SUR LES HAUTS-PLATEAUX ARDECHOIS

UN ASPECT DE L'ETUDE DES POTENTIALITES AGRICOLES EFFECTUEE DANS VINGT COMMUNES DE LA HAUTE-ARDECHE AU COURS DE L'ETE 1964, A ETE EVOQUE précédemment par J.-P. DEFFONTAINES (1).

Mon propos est de vous faire part, après avoir brièvement situé le contexte économique et humain qui avait motivé cette étude, de la manière dont nous essayons d'en utiliser les résultats à la fois pour améliorer les productions agricoles dans la région, modifier le comportement humain de la population toute entière et la mettre en route vers son avenir pour susciter le développement global de la région.

Malheureusement, notre expérience en la matière est encore tellement récente qu'il serait malhonnête de ma part de vouloir en tirer des enseignements ou des conclusions. Tout ce que je puis faire, c'est donc vous apporter un modeste témoignage sur une expérience en cours, en le centrant principalement sur les points suivants :

1° La méthode, bien embryonnaire et imparfaite d'ailleurs, que nous avons tenté de mettre au point pour diffuser et utiliser dans la pratique les résultats d'une étude qui sert de base à la définition d'orientations agricoles.

2° L'importance primordiale, dans une telle opération de développement rural en région de montagne, des problèmes sociaux et humains.

## I. — POURQUOI CETTE OPERATION DEVELOPPEMENT ?

Mais il me faut d'abord expliquer brièvement le choix de cette région pour y réaliser une étude de potentialités agricoles et y lancer ensuite cette opération développement.

### 1° La région et ses caractéristiques particulières.

J.-P. DEFFONTAINES a précisé la situation géographique et les principaux traits du milieu physique de ces vingt communes de Haute-Ardèche. Je n'y reviendrai pas. Mais il est bon, je crois, d'insister un peu sur le climat très particulier et ses conséquences humaines et économiques.

Sur ces plateaux du Mézenc, les hivers sont rudes et longs. Rien n'arrête le vent qui y prend une force considérable et souffle la neige en terribles tempêtes. C'est la « burle ». Elle provoque d'énormes congères qui se reforment aussitôt derrière le chasse-neige, bloquant la circulation et accentuant terriblement l'isolement des fermes montagnardes. La burle détruit les lignes électriques et téléphoniques, et égare facilement les gens du pays eux-mêmes, qu'il arrive parfois de retrouver morts à 50 mètres de chez eux. Pour les bêtes comme pour les gens, par temps de burle, mieux vaut ne pas mettre le nez dehors. Comme cette région est vouée essentiellement aux productions animales, il est aisé de deviner les conséquences qu'a un tel climat sur les bâtiments agricoles. Les étables, surmontées du grenier à foin, sont de véritables cathédrales et imposent à l'agriculture des charges très lourdes.

L'habitat est généralement dispersé ; même en période de pointe démographique, la densité de population n'a jamais dépassé 40 habitants/km<sup>2</sup>. Ces conditions de vie très dures expliquent l'ampleur que prit, à partir du début du siècle, l'exode rural. En cinquante ans (de 1900 à 1954), cette région perdit en moyenne plus de 50 % de sa population, avec du reste des variations importantes d'une commune à l'autre (25 % à Sainte-Eulalie, 80 % à Loubaresse). Une telle dépopulation, qui a en général affecté plus les femmes que les hommes, a eu pour conséquence évidente une forte détérioration de la structure sociale, entraînant elle-même une effrayante diminution des services (services médicaux, artisanaux, scolaires, transports, loisirs, etc...). Or, avec le développement de notre civilisation industrielle du XX<sup>e</sup> siècle, c'est justement l'époque où les besoins en services de la popu-

lation, surtout de son élément jeune, augmentaient beaucoup. Et cela est un phénomène cumulatif. Il arrive un moment, si l'on ne peut renverser à temps la tendance, où la densité de population au km<sup>2</sup> tombe au-dessous d'un seuil rendant impossible toute vie sociale. Alors en peu de temps, le pays se vide complètement.

Nous nous trouvions donc en face d'une situation humaine assez dégradée. Mais elle laissait tout de même quelques lueurs d'espoirs :

a) Malgré la diminution globale du nombre d'habitants et le déséquilibre croissant entre les sexes, cette région gardait un *taux de natalité et surtout de fécondité plus élevé* que dans la plupart des régions agricoles du Massif Central ;

b) Malgré le vieillissement important de la population, la *proportion de jeunes* de vingt et un à quarante ans, surtout dans certaines communes, restait assez bonne ;

c) *Enfin l'état d'esprit de cette population* n'était pas encore totalement dégradé. Bien sûr, la grosse majorité des habitants attendaient tout de l'extérieur, en particulier de l'Etat et des Pouvoirs Publics, sans trop savoir du reste ce qu'ils en attendaient. La région était dominée par un sentiment généralisé d'abandon, d'isolement, d'éloignement des centres de décision. « Privas est loin, disait-on, et on ne pense guère à nous !... »

C'est pour tenter de rompre cet isolement et de permettre aux gens une plus grande participation à tous les niveaux, que la Chambre d'Agriculture installa en 1960, dans cette région, un Conseiller Agricole, avec mission d'animer d'abord un, puis deux groupements de Vulgarisation Agricole. En peu de temps, et grâce aux remarquables qualités humaines de ce Conseiller, c'est une véritable reconversion en profondeur des mentalités qui se produisit chez les adhérents. Les jeunes, en particulier, reprirent confiance et manifestèrent un désir très grand d'adaptation et d'évolution, jouant parmi leur village le rôle de ferment. D'autre part, les travaux techniques de ces groupements mettaient en évidence, dans toutes les productions, végétales et animales, de très larges possibilités d'amélioration.

Toutefois, cette évolution, peu visible de l'extérieur, car elle n'avait pas encore amené de transformations techniques spectaculaires, n'était pratiquement pas connue des échelons départementaux de la profession et de l'Administration.

Pour l'un des fonctionnaires ardéchois de l'époque, cette région était condamnée, finie. Nous perdions notre temps. « Il y a longtemps que j'ai

*A m é l i o r a t i o n  
d e s   p r o d u c t i o n s*

mis la clef sous la porte », me dit-il un jour. Et c'était une opinion assez répandue à Privas : d'une part cette région ne pouvait se prêter à une économie agricole moderne et rentable, d'autre part les gens ne voudraient plus accepter des conditions de vie aussi rudes et un tel isolement l'hiver.

### **2° Le problème posé.**

Je dois dire que nous étions quelques-uns, responsables professionnels et techniciens, à ne pas partager ce point de vue. Mais n'étions-nous pas en train de nous tromper ? Et que répondre aux gens de cette région, qui sollicitaient nos conseils et notre aide pour choisir l'orientation de leurs productions, concevoir un système et des structures de production rationnels et valables dans l'avenir ?

Nous sentions donc la nécessité de connaître avec précision la marge de progrès possible de l'agriculture et de ses productions dans cette région, d'en analyser les facteurs limitants, de déceler les contraintes déterminantes de l'orientation des productions, et d'en déduire les systèmes de production et les dimensions des unités de productions les mieux adaptées à la région.

C'est ce qui amena la Chambre d'Agriculture à demander à J.-P. DEFONTAINES et J. BOUGLER d'y entreprendre une Etude des Potentialités Agricoles Végétales et Animales.

### **3° L'étude des potentialités.**

Les aspects méthodologiques ont été abordés dans l'article précédent. Je me bornerai donc à rappeler brièvement les buts de l'étude et à dégager l'essentiel des enseignements qu'elle nous a apportés.

#### **a) Ses buts :**

Nous nous étions assignés quatre buts :

- connaître les sols et le climat pour voir en quoi ils peuvent limiter les possibilités de l'agriculture et définir des zones homogènes quant au milieu naturel ;
- comparer l'occupation actuelle des terrains à leur occupation possible (zonage) ;

- mesurer les niveaux possibles de rendement pour chaque production végétale ou animale et analyser les principaux facteurs techniques du rendement ;
- proposer enfin pour chaque zone, à la lumière de tout ce qui précède, une orientation des productions et un type d'exploitation paraissant les mieux adaptés aux possibilités du pays.

b) *Ses enseignements :*

Cette étude nous a apporté de nombreux enseignements. Elle permet, soit directement à partir des données qu'elle fournit, soit indirectement par les conséquences qui en découlent, d'envisager plusieurs types d'action :

1° *Ce qui découle directement de l'étude*, c'est d'abord un *programme agricole* proprement dit dans la réalisation duquel on peut distinguer deux étapes :

— à court terme, un *programme d'amélioration des productions agricoles* : il est précis puisqu'il repose sur des mesures et sur une analyse des contraintes dues au milieu naturel.

Les actions à entreprendre sont hiérarchisées les unes par rapport aux autres puisqu'elles découlent de l'étude des facteurs techniques du rendement. Il est donc possible d'indiquer des priorités dans l'action.

\* Ce programme ne demande pas la mise en œuvre d'investissements spéciaux ou de gros moyens financiers puisqu'il touche essentiellement aux techniques et aux méthodes culturales. Il est donc *réalisable à court terme*, c'est-à-dire dans un délai de quatre à cinq ans, période au bout de laquelle la masse des agriculteurs « moyens » devrait avoir atteint le niveau observé actuellement chez les agriculteurs de « tête ». De plus, leurs progrès seront facilement contrôlables par le Conseiller Agricole.

— à plus long terme, un *programme d'évolution de l'agriculture*. Ce programme plus ambitieux que le premier, mais qui en dépend quant à sa réalisation, découle de l'orientation des productions proposées pour chaque zone. Dans chaque zone homogène, en effet, la gamme de productions et les niveaux de rendement possibles sont dictés par le climat, le relief et la répartition des types de terrains (les quatre classes de terrain T 1, T 2, T 3, T 4).

Pour choisir des orientations, il faut les assortir de données foncières, humaines et économiques. Prenons un exemple : en zone Sud, le relief réduit considérablement les superficies mécanisables. Les étendues très importantes de mauvaises landes ne peuvent être valorisées convenablement que par le

*Amélioration  
des productions*

mouton ou la forêt. Toutefois, si on les boise, comme on aurait facilement tendance à croire qu'il faut le faire, la superficie utilisable par l'agriculture sera trop faible pour maintenir à elle seule, avant l'entrée en production de la forêt, un nombre d'exploitations suffisant pour conserver une vie sociale et la présence des services indispensables. Il faut donc utiliser les parcours. Seul le mouton est apte à le faire. Force nous est donc de proposer à ces gens, qui font actuellement du bovin, de se reconvertir sur le mouton.

Connaissant les orientations et les niveaux de production possibles, la répartition des surfaces utilisables et les périodes climatiques utiles à l'agriculture on peut alors bâtir un modèle d'exploitation en cherchant à saturer la main-d'œuvre existante et à utiliser au mieux les possibilités du pays. Cela détermine les dimensions, le système de culture et l'organisation du travail. C'est ce que nous avons fait pour chaque zone. Cela n'a rien d'un modèle rigide, mais permet de fixer des objectifs de surface et d'équipement, qui, il faut bien le dire, sont assez nettement supérieurs aux surfaces moyennes des exploitations actuelles.

La réalisation d'un tel programme impliquera la mise en œuvre d'investissements plus importants et la résolution d'un certain nombre de problèmes touchant à l'organisation de la production dans le secteur : problèmes de structures (dimension des exploitations, remembrement, chemins) problèmes de bâtiments, problèmes commerciaux (création de nouveaux circuits par exemple).

Mais l'étude permet d'envisager aussi d'une manière très directe *un vaste programme de remise en valeur des terrains* dont a déjà parlé J.-P. DEFFONTAINES. Il est évident que la connaissance précise et localisée sur une carte des possibilités diverses de remise en valeur des terrains intéresse au plus haut point les responsables de la région et peut favoriser la solution de bien des problèmes de structures agricoles. Surtout lorsque l'on peut envisager d'augmenter la S.A.U. de plus de 50 % tout en boisant près de 46 % de la surface totale ! C'est donc un remodelage assez profond du territoire qu'il conviendrait de faire.

De plus, l'étude a mis en lumière un très important problème, celui de l'utilisation rationnelle des terrains communaux ou sectionnaux, qui représentent plus de 20 % de la surface totale de la région, et qui comptent souvent les meilleures terres agricoles du plateau. Leur remise en valeur est vitale pour la plupart des communes, mais pose des problèmes juridiques fort complexes.

2° *Ce qui découle indirectement de l'étude, c'est avant tout la notion d'interdépendance des activités dans cette région agricole.* Elle en fait prendre une conscience claire. L'agriculture ne peut pas se développer, en effet, si l'ensemble des services dont auront besoin ses hommes et ses familles ne se développent pas en même temps. D'autre part, l'agriculture n'est pas dans cette région la seule source de richesses possible ; il faut compter aussi sur la forêt, l'artisanat, le tourisme, qu'il serait possible de développer beaucoup à cause de la beauté des sites. Mais si, par exemple, les boisements anarchiques devaient continuer, l'agriculture ne tarderait pas à en souffrir gravement. Et le tourisme aussi, car l'expérience prouve que le touriste fuit presque toujours les zones trop boisées et insuffisamment peuplées.

Donc, c'est un ensemble d'activités économiques qu'il faut développer en même temps et de façon parfaitement concertée. C'est à cette seule condition qu'il en résultera un développement économique harmonieux de l'ensemble de cette région et l'instauration de structures sociales permettant aux gens d'y vivre comme ils le souhaitent (éducation des enfants, approvisionnement, services divers, loisirs, etc...).

En fait, cette étude doit donc servir de base à un *programme d'aménagement global de la région*, programme qui restait bien entendu à définir.

## II. — LE PROCESSUS D'INFORMATION ET DE MISE EN ROUTE DE LA POPULATION

### 1° Objectifs de l'opération.

Devant l'ampleur des tâches à entreprendre, il nous est très vite apparu que les résultats d'une telle étude ne pouvaient être réservés à quelques responsables, locaux ou départementaux, et à quelques techniciens. Il fallait que l'ensemble de la population concernée puisse toucher du doigt la marge de progrès qu'elle peut espérer franchir dans tous les domaines, qu'elle comprenne quel avenir peut être le sien si tous les intéressés, quel que soit leur âge ou leur profession, savent s'atteler à la mise en valeur concertée de l'ensemble des richesses, actuellement sous-exploitées, de la région. Il fallait donc arriver à créer un vaste choc psychologique parmi toutes les couches de la population

*Amélioration  
des productions*

pour les faire réagir, leur faire prendre conscience du rôle que chacun peut jouer pour bâtir l'avenir du pays, et les inciter à passer sans plus attendre aux réalisations que l'étude propose.

Mais, il fallait aussi être assuré que si cette population choisissait délibérément d'entamer les efforts que nous lui proposons, elle serait convenablement soutenue de l'extérieur par les différents organismes et services départementaux.

L'exploitation de l'étude, c'est-à-dire le développement futur de la région, nous apparut donc reposer avant tout sur une information efficace et une animation cohérente de cette population.

## 2<sup>o</sup> Méthode et déroulement.

Quelle méthode avons-nous adoptée ?

a) *Rédaction de brochures de vulgarisation* : Le rapport fourni par les auteurs de l'étude ne pouvait pas être exploité directement par la population locale et ceci pour deux raisons : la première est qu'il est rédigé dans une langue trop scientifique et technique que n'auraient pas saisie les gens. La seconde tient au contenu lui-même et à la brutalité de certaines données chiffrées, que l'on ne pouvait présenter telles quelles aux gens sans provoquer en eux un blocage. C'est ce qui nous a conduits à rédiger des *brochures de vulgarisation* des résultats de l'étude.

Nous avons d'abord procédé, avec J.-P. DEFFONTAINES et J. BOUGLER à une analyse de contenu très fouillée, qui nous a permis de trier parmi les informations celles pouvant être directement exploitables par la population locale et celles dont la diffusion nécessitait au préalable une expérimentation ou une recherche approfondie.

Ces informations ont ensuite été discutées par huit agriculteurs et le Conseiller Agricole de la région. Cette équipe locale a d'abord orienté le contenu des brochures ainsi que la manière de présenter les informations et les objectifs précisés par l'étude ; de plus, elle a tracé le plan et a testé, une fois la rédaction faite, l'intelligibilité du langage ; elle a enfin donné son avis sur la présentation typographique, que nous avons essayé de soigner particulièrement. Deux types de brochures ont été publiés :

— une brochure générale « Notre Pays va-t-il mourir ? » résume, pour l'ensemble des vingt communes de la région, les grandes lignes des

résultats et de leurs enseignements. Elle reste surtout axée sur les possibilités globales d'évolution de la région. Elle est conçue pour être diffusée à toutes les familles du plateau, quelle que soit leur profession (3.000 exemplaires pour 10.000 habitants) ;

- trois brochures (une par zone) entrent davantage dans les détails techniques propres à chaque zone et présentent les principaux points du programme d'évolution de l'agriculture. Elles sont destinées essentiellement aux agriculteurs.

b) *Réunions d'information* : Notre première préoccupation fut d'associer à la campagne d'information projetée, toutes les forces vives du département.

C'est ainsi qu'eut lieu, à la Préfecture, une première réunion restreinte que l'on pourrait qualifier d'Etat-Major : M. le Préfet, M. le Président du Conseil Général, M. le Président de l'Association des Maires, M. le Président de la Chambre d'Agriculture, M. le Président du Syndicat Mixte d'Equipement de l'Ardèche, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture. Le contenu de l'étude y fut analysé, ses conséquences pesées et discutées. Les brochures furent présentées et l'importance de la campagne d'information mise en lumière.

M. le Préfet se montra d'emblée vivement intéressé. Il prit l'initiative de réunir, au centre de la région concernée, les Maires des vingt communes, les Conseillers Généraux, les Parlementaires, les responsables agricoles du secteur et ceux de toutes les organisations professionnelles agricoles du département, les Présidents des Chambres de Commerce et des Métiers, tous les chefs de service des administrations départementales. A ces derniers, il demanda alors de se considérer comme en état de mobilisation permanente pour apporter à cette région toute leur aide possible. A l'issue de cette réunion, les Maires décidèrent d'organiser dans chaque commune un cycle de trois réunions d'information : les résultats de l'étude y seraient progressivement présentés et commentés à l'aide des brochures, distribuées au préalable dans chaque famille par les gardes municipaux.

*1<sup>re</sup> réunion* : résultats généraux au niveau de la région. Participation souhaitée de tous les habitants des communes. En fait, nous n'avons touché que cinq cent trois personnes, soit une moyenne de vingt-cinq par commune, et en grosse majorité agriculteurs. Ce chiffre est tout de même faible. Nous espérons mieux !

*2<sup>e</sup> réunion* : destinée aux agriculteurs, dans la zone qu'ils habitent, les résultats concernant l'occupation des terrains et la production végétale.

*A m é l i o r a t i o n  
d e s   p r o d u c t i o n s*

3<sup>e</sup> réunion : Les productions animales et le type d'exploitation proposé dans la zone. Cette réunion servait à faire une synthèse et à présenter le programme d'action agricole, à dégager des objectifs et des priorités dans l'action.

La participation à ces réunions fut relativement meilleure qu'à la première, puisqu'elles furent suivies par quatre cent soixante agriculteurs, chiffre qu'il faut sans doute rapprocher des six cent quatre-vingt exploitations considérées comme ayant un avenir possible (sur un total de onze cents). A noter du reste une participation très inégale suivant les zones (très faible en zone Sud, forte en zone Nord) et suivant les communes, dont certaines se sont vraiment signalées par leur dynamisme et leur attitude favorable.

Après ces soixante réunions, *nouvelle réunion d'Etat-Major* à la Préfecture pour en faire un bilan détaillé et prévoir la suite des opérations.

c) *Mise en route de l'action* : Après l'interruption, malheureusement inévitable, due aux gros travaux agricoles, mais qui permit tout de même une décantation bénéfique, la réflexion fut reprise par les responsables de la région dans différentes instances :

- les agriculteurs, dans le cadre des Groupements de Vulgarisation (deux groupements masculins, un groupement féminin) pour mettre au point le programme agricole proprement dit et orienter sur les points prioritaires les travaux des groupements ;
- les Maires et Conseils Municipaux pour établir une sorte d'inventaire global des besoins en matière d'équipement des communes, des possibilités d'aménagement foncier (remise en valeur des terrains communaux, boisement, etc...) et des principales difficultés à résoudre pour mieux organiser la vie sociale et l'économie de la région. Trois réunions regroupant les Maires d'une même zone permirent d'élaborer une synthèse au niveau de la zone.

Une deuxième réunion générale des Maires et responsables de toute la région, présidée par M. le Préfet, et avec la participation des mêmes personnalités qu'à la réunion de lancement, permit de faire pour les vingt communes concernées, à la fois le bilan des actions en cours et la synthèse des projets, des difficultés à résoudre et des besoins à satisfaire. Un index général des opérations à réaliser dans tous les domaines, agricole et foncier, économique et social, touristique, artisanal, fut établi à la suite de cette réunion, et remis à M. le Préfet ainsi qu'aux diverses organisations ou services susceptibles d'en aider la réalisation. La profession fut, pour sa part, plus particulièrement chargée de soutenir et d'animer la réalisation du programme agricole proprement dit.

### III. — RESULTATS DE L'OPERATION ET DIFFICULTES RENCONTREES

Quels sont les premiers résultats de cette opération et les difficultés rencontrées ?

#### 1° Dans la région elle-même.

Nous voulions, avons-nous dit, créer un choc psychologique et faire ressortir la marge de progrès possible et les efforts que la population elle-même aurait à accomplir dans tous les domaines.

a) *A l'issue de nos soixante réunions d'information, quelles furent les réactions des gens ?*

En premier lieu, il apparut qu'ils étaient généralement assez vivement intéressés et que nous avons très probablement réussi à faire CHOC dans les esprits. Avec des différences assez profondes entre les zones et, à l'intérieur d'une zone, entre les communes, ils avaient accepté de sortir de leur mode de raisonnement habituel pour penser les problèmes, bien qu'encore de façon embryonnaire, à l'échelle de la région. Ils avaient compris aussi que l'agriculture n'est pas la seule source de richesses possibles, et cela fut pour la plupart d'entre eux une découverte.

Mais, si tous les habitants ressentent l'impérieuse nécessité d'améliorer leur genre de vie, ils comprennent assez mal comment le programme proposé pourra les y aider. Chose curieuse, ils ont beaucoup de mal à saisir et à accepter les relations qui existent entre un fait qu'ils observent, ses causes et ses conséquences. De plus, ils n'arrivent pas encore à une conception globale du développement, et chacun reste tout de même un peu cloisonné dans son propre secteur d'activité et de préoccupation, avec une tendance à penser le développement de son pays en fonction de celui de sa propre activité économique. Cela, à mon avis, est grave, surtout chez ceux qui ont de par leurs responsabilités un rôle primordial à jouer dans l'évolution de leur région. N'y a-t-il pas, finalement, dans toute opération de développement en secteur rural difficile un important problème de comportement humain et de niveau de compétence ?

112 D'autre part, on a pu constater chez bon nombre d'agriculteurs un certain scepticisme, empreint de pessimisme et d'inquiétude à l'égard des chiffres

*Amélioration  
des productions*

annoncés par l'étude (niveaux de rendement, et surtout dimensions des unités de production).

Toutes les solutions de type entraide ou association, qui nécessitent une entente entre eux et des restrictions à l'individualisme, leur paraissent difficiles sinon impossibles. Et, si manifestement certains d'entre eux désirent vraiment moderniser leur exploitation et mettre en pratique les données de l'étude, la grande masse reste attentiste et ne voit pas comment elle peut concrètement démarrer un processus d'amélioration du revenu. Cela tient à de nombreuses difficultés, clairement exprimées par les gens, et qui leur paraissent à première vue insurmontables :

- *des difficultés d'ordre psychologique :*
  - manque de formation des gens,
  - vieillissement de la population,
  - individualisme et traditionalisme,
  - crainte du changement, passivité, méfiance,
  - sensation d'isolement,
  - refus des filles de vivre dans des conditions matérielles précaires ;
- *des difficultés d'ordre structurel :*
  - exploitations trop petites, très morcellées, dispersées, mal desservies, souvent enclavées,
  - moyens de communication difficiles (enneigement, congères),
  - terres agricoles accaparées par des non agriculteurs (maquignons, professions libérales),
  - boisements anarchiques et abusifs,
  - bâtiments vétustes, inadaptés et difficiles à transformer ;
- *des difficultés d'ordre économique :*
  - organisation des marchés déficiente, domination des agriculteurs par les marchands de bestiaux,
  - moyens financiers extrêmement réduits, aussi bien dans les exploitations que dans les communes, et réticences à l'égard du recours à l'emprunt, donc possibilités d'investissements dérisoires ;
- *des difficultés d'ordre social :*
  - forte proportion de jeunes exploitants célibataires,
  - ramassage scolaire difficile, faiblesse des effectifs,
  - vie sociale insuffisante, manque d'échanges,
  - possibilités de loisirs à peu près inexistantes.

Mais, le fait que ces difficultés aient été largement exprimées et en termes beaucoup plus concrets que le résumé que je viens d'en faire, semble avoir eu sur la population un effet de réveil et de stimulant.

Les gens en ont parlé entre eux, ont rediscuté tout cela, ont réfléchi personnellement, sont revenus demander des précisions au Conseiller Agricole. Petit à petit les esprits ont cheminé, une décantation s'est produite.

b) *Quel est actuellement l'état d'esprit ?*

— Dans les zones Centre et Nord, qui s'étaient révélées dès les réunions d'information être les plus dynamiques, on peut maintenant affirmer que le choc psychologique a réussi et commence à porter ses fruits. Nombreux sont ceux qui croient tout à fait possible et efficace le programme proposé. Des gens qui n'avaient pas participé aux réunions ont été informés et entraînés par les voisins. Les objectifs chiffrés proposés par l'étude sont maintenant généralement adoptés, après avoir été sérieusement discutés, voire contestés. Ainsi, par exemple, les objectifs de dimension des exploitations. Dans la presque totalité des communes, nous suivons déjà de très près une équipe d'agriculteurs décidés à mettre en pratique le programme d'améliorations agricoles proposé, et nous en contrôlons la progression.

L'état d'esprit surtout a changé. Le Crédit Agricole nous signale l'augmentation importante du recours à l'emprunt, la Coopérative d'Approvisionnement celle, non moins importante, des achats d'engrais.

Un G.A.E.C. vient d'être constitué par trois agriculteurs. D'autres sont en projet, ainsi que des CUMA ou associations pour l'utilisation de matériel en commun. Ça et là, des friches sont labourées et remises en culture. Dès cette année, le Conseiller Agricole du secteur a pu constater une augmentation importante des rendements moyens des céréales et fourrages. Plus d'une dizaine de projets de construction d'étables importantes sont en cours de réalisation. De plus, la commune de Coucouron vient d'élaborer un vaste projet d'aménagement global qui, dans sa partie agricole et foncière, découle directement de l'étude et du zonage des terrains. Il porte sur la remise en culture de 90 hectares de communaux, le boisement d'environ 120 hectares, la création d'équipements touristiques, culturels ou économiques (abattoirs, marché couvert, foyer rural). Les remises en valeur envisagées permettront à elles seules de doubler le cheptel bovin des hameaux concernés.

Dans l'ensemble de ces deux zones, du reste, il est manifeste qu'une sorte de souffle nouveau passe sur les communes. Les Maires souhaitent « saisir

Tout cela bien sûr n'est qu'indices, mais indices porteurs d'espérance. Il en est un autre que je veux mentionner tout particulièrement : les notaires nous signalent un début de renversement de la tendance en matière d'exode rural. L'un d'eux vient d'installer trois jeunes ménages agricoles, ce qui ne s'était pas vu depuis fort longtemps. Certains Maires ont également constaté une augmentation des mariages de jeunes agriculteurs du pays.

Toutefois, une autre fraction de la population semble au contraire avoir été sérieusement découragée par cette prise de conscience. Il s'agit surtout de personnes âgées, de gens qui exploitent une ferme trop petite ou de ceux qui ont une mentalité archaïque et un manque de désir d'évoluer.

— *En zone Sud*, la situation est plus difficile car l'âge moyen est plus élevé, les structures sociales plus dégradées par l'exode, la situation foncière beaucoup moins favorable. Les solutions à mettre en pratique dans cette zone sont plus délicates, en raison même du changement d'orientation qu'implique le passage du bovin au mouton.

Malgré ces difficultés, un petit nombre de gens sont tout de même prêts à se mettre en route. Certains l'ont déjà fait. Mais leur dispersion et leur isolement rendront leur progression plus lente et plus délicate. Il est à craindre que nous n'ayons agi dans cette zone dix ou vingt ans trop tard !

## 2° A l'extérieur de la région.

Dans le département aussi, je crois, une certaine évolution s'est faite. Il y a eu bien souvent chez certains responsables ou chefs de service, une prise de conscience des possibilités économiques de cette région, de la marge de progrès qu'elle pouvait franchir. Prise de conscience plus nette également des difficultés à résoudre, des disparités à combler, du caractère particulier qu'y prennent certains problèmes d'équipement ou de vie sociale. Et, comme la population de cette région a tout de même manifesté publiquement son désir de progrès et sa volonté d'effort, il y a de la part de tous les responsables, élus ou administratifs, le sentiment très vif d'avoir à aider de tous leurs moyens et de tout leur pouvoir le mouvement de cette population et le développement de cette région. C'est là, à mes yeux, un facteur favorable à l'avenir de cette entreprise. L'efficacité s'en fait déjà sentir, puisque un certain nombre de problèmes posés par les Maires à M. le Préfet sont déjà en voie d'être résolus.

Cependant, les organismes départementaux se heurtent eux aussi à bon nombre de difficultés. Le programme agricole a été pensé en fonction de crédits quasiment nuls et repose sur un auto-financement progressif des investissements. Néanmoins, il apparaît dès maintenant que quelques incitations financières judicieuses pourraient être très bénéfiques. Mais surtout dès qu'il s'agit d'aménagement global, les besoins sont énormes, et les crédits nécessaires ne pourront être trouvés parmi les seules ressources ordinaires des collectivités locales.

Autre problème non moins important, celui de l'animation permanente du milieu. Maintenant que le mouvement est déclenché, il faut le canaliser, coordonner les forces, tenir la population en haleine, soutenir les efforts. Il faudrait à l'intérieur même de chaque commune un leader local, qui puisse faire équipe au niveau de la zone, puis de la région, avec d'autres leaders pour prendre complètement en charge le déroulement et la poursuite des opérations. Ce pourrait être des Maires, des responsables agricoles, des jeunes ; ce qui compte plus que tout ce sont les qualités humaines qu'il faut à de tels hommes. Ils sont rares. Il faut les prendre là où ils sont. Leur présence ou leur absence dans une commune suffit souvent à expliquer le degré de dynamisme de cette dernière. Celles qui sont les plus dynamiques joueront, pensons-nous, le rôle de pilote et, petit à petit entraîneront les autres.

Mais, avant que ces équipes animatrices ne se soient constituées et prennent réellement en charge la poursuite des actions, il faut que la Chambre d'Agriculture, qui a lancé l'opération et en porte la responsabilité, continue à l'animer, à la suivre, à la contrôler. Cela est très exigeant pour elle, en particulier pour le Conseiller Agricole de la région qui n'arrive plus à satisfaire tous les besoins. Un deuxième Conseiller va lui être adjoint incessamment ainsi qu'une Conseillère Agricole.

Ces moyens supplémentaires qui exigent de la Chambre d'Agriculture un effort financier important, vont faciliter la réalisation du programme agricole et nous permettre d'exercer un contrôle permanent des actions en cours pour les réajuster selon les besoins. Mais il faudrait pouvoir aider pareillement les communes, les Maires en particulier, et cela sort des prérogatives d'une organisation professionnelle agricole. C'est pourtant fondamental pour que l'agriculture n'évolue pas seule, qu'elle ne se trouve pas demain en déséquilibre avec les autres activités économiques et que les agriculteurs soient assurés d'avoir une vie sociale normale grâce à un bon équipement en service.

\*  
\*\*

Tels sont les premiers résultats. Telle est actuellement la situation.

Certes, la partie n'est pas jouée et je suis loin pour ma part de manifester un optimisme béat. N'avons-nous pas agi trop tard ? Arriverons-nous, sans plus perdre de temps, à susciter ce développement harmonieux que nous recherchons ? Arriverons-nous à vaincre certaines barrières administratives, juridiques, législatives ? Car il faudra bien aller jusque là.

Il est trop tôt pour répondre à ces questions. L'action sera probablement très lente, et sera en définitive ce que les habitants de la région la feront. A mon avis, c'est là le *point-clé* de l'opération. D'après Alfred SAUVY, les moyens techniques à la disposition d'une population importent moins que son niveau de compétence. S'il est élevé, la population sera dynamique et trouvera d'elle-même les moyens les plus aptes à favoriser au mieux son évolution. Le tout n'est-il pas alors de les aider au plus vite à acquérir cette compétence et cet état d'esprit de chef d'entreprise qui leur sera de plus en plus nécessaire pour accomplir la mutation à laquelle ils sont appelés sous peine de voir, à coup sûr, leur pays devenir un désert ?

C. POURRAT,  
*Ingénieur Agronome I.N.A.*